**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE LYON**

N° 1400607

Mme Isabelle X...

M. Vincent-Marie Picard
Président, rapporteur

Mme Christine Djebiri
Rapporteur public

Audience du 9 février 2017
Lecture du 28 février 2017

19-01-05-02-01

C+

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le tribunal administratif de Lyon

(4^{ème} chambre)

Par une requête et un mémoire enregistrés le 16 janvier et le 29 septembre 2014, Mme Isabelle X... demande au tribunal de faire droit à sa demande de décharge de l'obligation de payer la somme de 547 537 euros, que le directeur régional des finances publiques de Rhône Alpes et du département du Rhône a rejetée par des décisions du 24 septembre 2013, confirmées le 19 novembre suivant.

Elle soutient que :

- elle est divorcée de son ex époux ;
- elle n'était pas associée au sein de la société de son mari et n'a jamais fait l'objet de la moindre condamnation ni été inquiétée ; elle ne pouvait avoir connaissance de manœuvres frauduleuses de son ex époux ;
- elle n'a jamais bénéficié des sommes en question et n'a eu connaissance du comportement de son époux qu'après le divorce ; elle était en instance de séparation depuis 2007 et vivait séparée depuis 2010 ;
- il y a une disproportion marquée entre la dette fiscale et sa situation tant financière que patrimoniale et elle est dans l'incapacité de rembourser la somme de plus de 500 000 euros réclamée.

Par un mémoire enregistré le 13 août 2014, le directeur régional des finances publiques de Rhône Alpes et du département du Rhône conclut au rejet de la requête.

Il expose que :

- l'une des trois conditions cumulatives requises par l'article 1691 bis du code général des impôts, tenant à l'absence de manœuvres frauduleuses, n'est pas remplie ;

- la solidarité fiscale trouve à s'appliquer même après le divorce ;
- les impositions des années 2008 et 2009 procèdent d'une procédure de taxation d'office et des pénalités et majorations pour manœuvres frauduleuses ont été infligées ;
- les revenus non déclarés ont bénéficié à l'intéressée qui, à la date des impositions, n'avait plus d'activité ;
- elle était informée des dettes fiscales de son époux dès réception d'un avis à tiers détenteur du 10 novembre 2009.

Par une ordonnance du 9 novembre 2016, la date de clôture de l'instruction a été fixée au 2 décembre 2016.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code général des impôts et le livre des procédures fiscales ;
- le code de justice administrative.

Par une lettre du 11 janvier 2017, les parties ont été informées, conformément aux dispositions de l'article R. 611-7 du code de justice administrative, de ce que le jugement était susceptible d'être fondé sur un moyen relevé d'office, tiré de ce que l'administration ne pouvait pas, au titre de l'article 1691 bis du code général des impôts et sans en méconnaître le champ d'application, estimer que Mme Isabelle X... était solidairement tenue au paiement de la somme correspondant aux prélèvements sociaux.

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de M. Picard,
- les conclusions de Mme Christine Djebiri, rapporteur public,
- et les observations de Mme X....

1. Considérant que Mme Isabelle X... était mariée à M. Y..., associé de la société F..., qui s'est soustrait à ses obligations fiscales en s'enfuyant à l'étranger ; que, se fondant sur le principe de solidarité entre époux énoncé au I de l'article 1691 bis du code général des impôts, l'administration fiscale qui, le 30 juin 2011, l'avait déchargée de l'obligation de payer la somme de 47 530 euros au titre de l'impôt sur le revenu des années 2007 et 2008 et de la contribution sociale généralisée de l'année 2007, a estimé que l'intéressée restait tenue au paiement d'une somme globale de 547 537 euros correspondant aux cotisations d'impôt sur le revenu des années 2004, 2008, 2009 et 2010, et de taxe d'habitation au titre des années 2009 à 2011, ainsi qu'à des prélèvements sociaux dus pour les années 2004, 2005, 2008, 2009 et 2010 ; que Mme X... demande au tribunal de faire droit à sa demande du 18 novembre 2012 tendant à la décharge de l'obligation de payer cette somme que, par des décisions du 24 septembre 2013, confirmées le 19 novembre suivant, le directeur régional des finances publiques de Rhône Alpes et du département du Rhône, sur le fondement du II de l'article 1691 bis du code général des impôts, a refusé de lui accorder ;

2. Considérant qu'aux termes de l'article 1691 bis du code général des impôts : « I. - *Les époux et les partenaires liés par un pacte civil de solidarité sont tenus solidairement au paiement : 1° De l'impôt sur le revenu lorsqu'ils font l'objet d'une imposition commune ; 2° De la taxe d'habitation lorsqu'ils vivent sous le même toit. II. - 1. Les personnes divorcées ou séparées*

peuvent demander à être déchargées des obligations de paiement prévues au I ainsi qu'à l'article 1723 ter-00 B lorsque, à la date de la demande : a) Le jugement de divorce ou de séparation de corps a été prononcé ; 5...) d) L'un ou l'autre des époux ou des partenaires liés par un pacte civil de solidarité a abandonné le domicile conjugal ou la résidence commune. 2. La décharge de l'obligation de paiement est accordée en cas de disproportion marquée entre le montant de la dette fiscale et, à la date de la demande, la situation financière et patrimoniale, nette de charges, du demandeur. Elle est alors prononcée selon les modalités suivantes : a) Pour l'impôt sur le revenu, la décharge est égale à la différence entre le montant de la cotisation d'impôt sur le revenu établie pour la période d'imposition commune et la fraction de cette cotisation correspondant aux revenus personnels du demandeur et à la moitié des revenus communs du demandeur et de son conjoint ou de son partenaire de pacte civil de solidarité. Pour l'application du présent a, les revenus des enfants mineurs du demandeur non issus de son mariage avec le conjoint ou de son union avec le partenaire de pacte civil de solidarité sont ajoutés aux revenus personnels du demandeur ; la moitié des revenus des enfants mineurs du demandeur et de son conjoint ou de son partenaire de pacte civil de solidarité est ajoutée à la moitié des revenus communs. Les revenus des enfants majeurs qui ont demandé leur rattachement au foyer fiscal des époux ou des partenaires liés par un pacte civil de solidarité ainsi que ceux des enfants infirmes sont pris en compte dans les conditions définies à l'alinéa précédent. La moitié des revenus des personnes mentionnées au 2° de l'article 196 ainsi qu'à l'article 196 A bis est ajoutée à la moitié des revenus communs du demandeur et de son conjoint ou de son partenaire de pacte civil de solidarité ; b) Pour la taxe d'habitation, la décharge est égale à la moitié de la cotisation de taxe d'habitation mise à la charge des personnes mentionnées au I ; (...) d) Pour les intérêts de retard et les pénalités mentionnées aux articles 1727, 1728, 1729, 1732 et 1758 A consécutifs à la rectification d'un bénéfice ou revenu propre au conjoint ou au partenaire de pacte civil de solidarité du demandeur, la décharge de l'obligation de paiement est prononcée en totalité. Elle est prononcée, dans les autres situations, dans les proportions définies respectivement au a pour l'impôt sur le revenu, au b pour la taxe d'habitation et au c pour l'impôt de solidarité sur la fortune. 3. Le bénéfice de la décharge de l'obligation de paiement est subordonné au respect des obligations déclaratives du demandeur prévues par les articles 170 et 885 W à compter de la date de la fin de la période d'imposition commune. La décharge de l'obligation de paiement ne peut pas être accordée lorsque le demandeur et son conjoint ou son partenaire lié par un pacte civil de solidarité se sont frauduleusement soustraits, ou ont tenté de se soustraire frauduleusement, au paiement des impositions mentionnées aux 1° et 2° du I ainsi qu'à l'article 1723 ter-00 B, soit en organisant leur insolvabilité, soit en faisant obstacle, par d'autres manœuvres, au paiement de l'impôt. (...) » ;

3. Considérant que, pour refuser de faire droit à la demande de décharge de l'obligation de paiement présentée par l'intéressée, l'administration, sans jamais remettre en cause la rupture de la vie commune entre elle et M. Y... ni la disproportion marquée entre sa situation financière et patrimoniale et le montant de la dette fiscale ici en cause, a seulement retenu, sur le fondement du 3. du II de l'article 1691 bis ci-dessus, que l'absence de déclaration de revenus à l'origine de la procédure de taxation dont elle a fait l'objet avec son ex-conjoint était constitutive d'une manœuvre faisant obstacle au paiement de l'impôt, que, en application de l'article 1729 du code général des impôts, une majoration de 80% pour manœuvres frauduleuses leur avait été infligée et, qu'au cours de la période considérée, elle avait bénéficié du train de vie de son époux ;

4. Considérant que les réclamations et recours formés en matière fiscale relèvent, par nature, du plein contentieux ; que n'échappe pas à ce principe la contestation d'un refus de décharge de l'obligation de paiement solidaire demandée sur le fondement du II de l'article 1691

bis du code général des impôts qui, à la différence du recours pour excès de pouvoir contre une décision prise sur une demande de remise gracieuse au titre de l'article L. 247 du livre des procédures fiscales, tend à obtenir la reconnaissance, par le contribuable, du droit à obtenir une telle décharge ;

5. Considérant, en premier lieu, que les dispositions sur la solidarité entre époux ou partenaires liés par un pacte civil de solidarité figurant au I de l'article 1691 bis du code général des impôts, qui n'intéressent que l'impôt sur le revenu et la taxe d'habitation, ne valent pas pour les prélèvements sociaux ; que, par suite, l'administration ne pouvait pas, au titre de cette disposition, et sans en méconnaître le champ d'application, estimer que Mme X... était tenue solidairement au paiement de la somme de 138 906 euros correspondant au montant, non contesté, de ces prélèvements et, par conséquent, opposer sur ce point un refus à la demande de décharge de l'obligation de payer présentée par l'intéressée ; qu'informée de ce moyen, relevé d'office sur le fondement de l'article R. 611-7 du code de justice administrative, l'administration n'a pas répondu ; qu'il y a donc lieu de décharger l'intéressée de l'obligation de payer cette somme ;

6. Considérant, en deuxième lieu, que les seules dispositions de l'article 1691 bis du code général des impôts invoquées par l'administration comme faisant obstacle à la décharge de l'obligation solidaire, sont celles du 3. du II de cette disposition ; que celles-ci visent exclusivement le comportement des contribuables qui se soustraient frauduleusement au recouvrement de l'impôt ;

7. Considérant que l'administration fiscale ne saurait utilement se prévaloir de ce que, avec son ex époux, Mme X... n'a pas présenté de déclaration d'impôt ; qu'au demeurant, il n'apparaît pas davantage que la requérante aurait elle-même activement participé à la fraude résultant de la revente par la société F..., dont son ex-époux était co-gérant, d'un véhicule « Hummer » à un prix de cession anormalement bas, qui a donné lieu à la majoration de 80% évoquée précédemment ; que l'administration ne fait en outre état d'aucune manœuvre qu'aurait commise l'intéressée elle-même, même par complicité, pour faire obstacle au recouvrement de l'impôt ; que, par suite, et alors même qu'elle aurait tiré bénéfice du comportement de son ex-époux et du train de vie généré par son activité, Mme X... est fondée à soutenir que l'administration ne pouvait pas lui opposer, pour refuser de lui accorder la décharge de l'obligation de paiement des cotisations d'impôt sur le revenu et de taxe d'habitation en litige, les dispositions du 3. du II de l'article 1691 bis citées plus haut ;

8. Considérant, en dernier lieu, qu'il résulte de l'instruction que Mme X..., qui s'est séparée de son époux en 2010, en est divorcée depuis l'intervention d'un jugement du juge aux affaires familiales du tribunal de grande instance de Lyon du 4 novembre 2011 et que, à la date de la demande de décharge, elle percevait un revenu net mensuel de 1 100 euros, soit un revenu annuel de 13 200 euros ; que l'intéressée fait également état de charges auxquelles l'a exposée la location d'un appartement, sans que leur existence ne soit remise en cause par l'administration ; que, par ailleurs, cette dernière ne conteste pas la disproportion marquée entre les revenus que percevait l'intéressée à la date de sa demande de décharge, et la dette mise à sa charge qui, compte tenu des cotisations d'impôt sur le revenu et de taxe d'habitation que lui réclame l'administration, s'élève globalement à 408 631 euros ; qu'enfin, l'administration ne remet pas en cause le respect par Mme X... de ses obligations fiscales à compter de la fin de la période d'imposition commune ; qu'il suit de là que la requérante doit être déchargée de l'obligation solidaire de payer les cotisations d'impôt sur le revenu des années 2004, 2008, 2009 et 2010 et de taxe d'habitation au titre des années 2009 à 2011, dans les limites prévues aux a) et b) du 2 du

II de l'article 1691 bis du code général des impôts ; que, pour le calcul du montant de la décharge, il y a donc lieu de renvoyer Mme Meyet devant l'administration fiscale ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme X... est déchargée de l'obligation de payer les prélèvements sociaux dus pour les années 2004, 2005, 2008, 2009 et 2010.

Article 2 : Mme X... est déchargée de l'obligation de payer l'impôt sur le revenu et la taxe d'habitation, dans les conditions prévues au point 8 du jugement ci-dessus.

Article 3 : Le présent jugement sera notifié à Mme X... et au directeur régional des finances publiques de Rhône Alpes et du département du Rhône.

Délibéré après l'audience du 9 février 2017, à laquelle siégeaient :

M. Moutte, président du tribunal administratif de Lyon,
Mme Wolf, vice-présidente,
M. Picard, vice-président,
M. Moya, premier conseiller,
Mme Mège-Teillard, conseiller.

Lu en audience publique le 28 février 2017.

Le vice-président, rapporteur,

Le président du tribunal,

V-M. Picard

J-F. Moutte

Le greffier,

T. Zaabouri

La République mande et ordonne au ministre de l'économie et des finances en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition,
Un greffier,